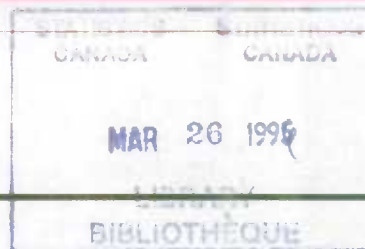




Le Quotidien

Statistique Canada



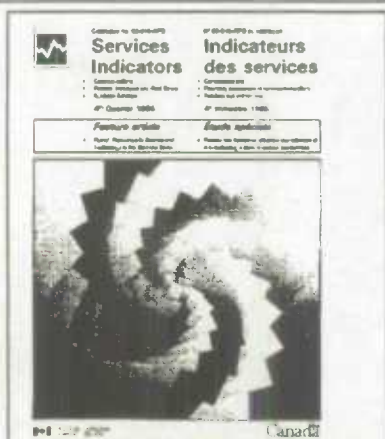
Le mardi 26 mars 1996
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Comptes du bilan national, 1995** 3
La valeur nette nationale augmente de 4% en 1995, ce qui traduit le ralentissement de l'activité économique et la stabilité de l'endettement étranger net du Canada.
- **Emploi, gains et durée du travail, janvier 1996** 6
Le nombre de personnes inscrites sur les listes de paye des entreprises de même que la rémunération hebdomadaire moyenne de ces salariés ont fortement augmenté en janvier.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indicateurs des services, quatrième trimestre de 1995 10
(suite à la prochaine page)



Indicateurs des services Quatrième trimestre de 1995

Le numéro du quatrième trimestre de la publication *Indicateurs des services* présente un article intitulé «Ressources humaines affectées aux sciences et à la technologie dans le secteur des services». On estime que les ressources humaines affectées aux sciences et à la technologie revêtent de l'importance sur le plan de la croissance économique du Canada en raison du rôle clé qu'elles jouent dans le développement et l'utilisation des nouvelles technologies. Pour mieux comprendre les liens de ce groupe avec l'industrie, l'auteur en examine la structure démographique, le profil d'emploi et de formation ainsi que les conditions de travail.

On trouve également dans ce numéro une revue des mouvements du quatrième trimestre dans le secteur des services. L'emploi, la production, les dépenses de consommation, les importations et les exportations dans le secteur des services augmentent tous, pendant que les prix ne bougent presque pas.

Le numéro du quatrième trimestre de 1995 de la publication *Indicateurs des services* (63-016-XPB, 34\$/112\$) est maintenant en vente. Voir «Pour commander les publications».

Pour plus de renseignements, communiquez avec Deborah Sussman au (613) 951-2582, Division des services, des sciences et de la technologie.



AUTRES COMMUNIQUÉS – fin

Production et disposition des produits du tabac, février 1996	10
Chargements ferroviaires, période de sept jours se terminant le 7 mars 1996	11
Scieries et ateliers de rabotage, janvier 1996	11

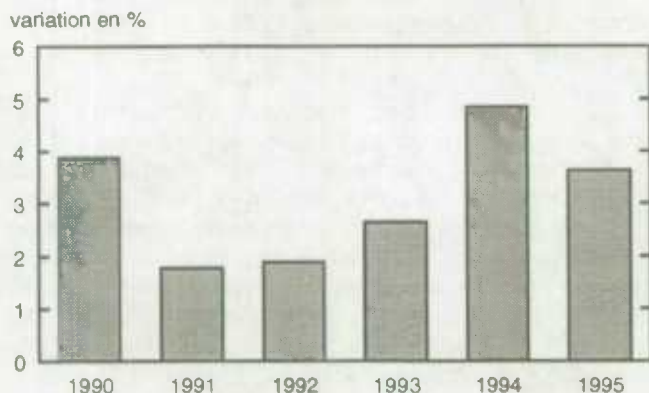
NOUVELLES PARUTIONS 12

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Comptes du bilan national 1995

La valeur moyenne des Canadiens augmente de 1 900\$ en 1995. La valeur nette nationale s'accroît de presque 4% pour atteindre 2,5 billions\$, soit 83 600\$ par habitant. C'est le résultat d'une hausse du patrimoine (richesse) national et de la stabilité de l'endettement étranger net du Canada, c'est-à-dire ce que nous devons aux non-résidents moins ce qu'ils nous doivent. La croissance de la valeur nette est inférieure à celle enregistrée en 1994, le ralentissement de l'activité économique se faisant ressentir de la même façon au niveau du patrimoine national.

Valeur nette nationale



Note: Bilan national

La chute des investissements freine la croissance du patrimoine

Le patrimoine national augmente de 3% pour atteindre 2,8 billions\$. Cette croissance de la richesse est générale, car tous les actifs enregistrent une progression, bien qu'à des taux différents. Ce sont les inventaires, tout comme en 1994, qui ont le taux de croissance le plus élevé. La construction non résidentielle, tels les immeubles à bureaux, les usines et les routes, est le seul actif à croître beaucoup moins rapidement.

Note aux lecteurs

Les comptes du bilan national sont des états d'actifs non financiers possédés dans les secteurs de l'économie et de créances financières en cours parmi les agents de l'économie. Ils se composent des bilans des différents secteurs de l'économie.

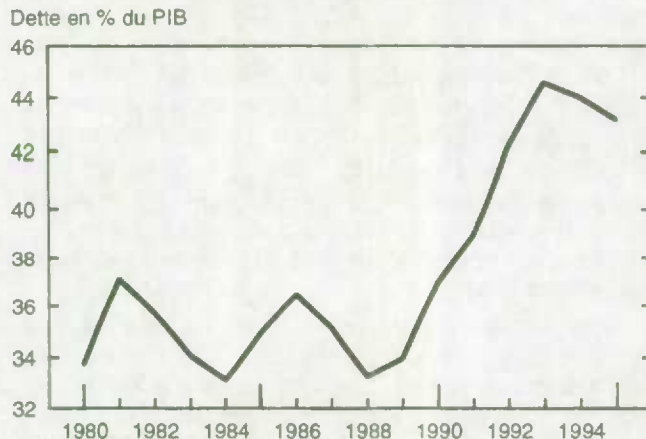
Le patrimoine (richesse) national est la somme des actifs non financiers, c'est-à-dire les actifs reproductibles, les terrains entourant les bâtiments et les terrains agricoles, de tous les secteurs de l'économie.

La valeur nette nationale est le patrimoine moins l'endettement envers les non-résidents, soit le bilan des investissements internationaux du Canada. Elle est aussi la somme de la valeur nette des particuliers, des sociétés et des administrations publiques.

Stabilité de la dette nette étrangère

L'endettement international net du Canada n'augmente que de 0,5% seulement en 1995 et diminue par rapport au Produit intérieur brut (PIB) pour une deuxième année consécutive. Il s'agit de la continuation d'une tendance au ralentissement qui dure depuis trois ans et qui rend compte dans une large mesure de la hausse des investissements canadiens dans les entreprises et les valeurs mobilières étrangères. Le redressement du dollar canadien pendant toute l'année et la baisse de la demande de capitaux au sein de l'économie canadienne en 1995 ont également eu un impact.

Dette nette internationale



Note: Bilan des investissements internationaux

Ralentissement de la croissance de la dette des administrations, des sociétés et des particuliers

La baisse des taux d'intérêt au cours de l'année ne semble pas avoir beaucoup stimulé la demande de financement, mais en a modifié la composition. La dette sur le marché du crédit (effets à court terme, emprunts et obligations) des secteurs intérieurs augmente de 4% en 1995, après une hausse de 6% en 1994. L'appréciation du dollar canadien freine la croissance de l'endettement des secteurs canadiens, ce qui se traduit par une réévaluation des instruments libellés en devises étrangères.

Amélioration des finances publiques

Le déficit de l'administration fédérale diminue en 1995. Toutefois, la dette (obligations et effets à court terme) s'accroît un peu plus rapidement que le PIB. Cette augmentation a pris la forme essentiellement d'obligations négociables, puisque les obligations d'épargne du Canada sont à la baisse. La dette brute (sans les fonds de retraite de la fonction publique) s'établit à 495 billions\$, et la dette nette, à 429 billions\$.

La dette des autres niveaux d'administration publique (administrations provinciales, locales et des hôpitaux) augmente elle aussi plus lentement qu'en 1994 (6% comparativement à 9%). Ce ralentissement correspond à la réduction des déficits des administrations provinciales au cours de l'année. La plus grande partie de l'augmentation de l'endettement des provinces a également pris la forme d'instruments de dette à long terme.

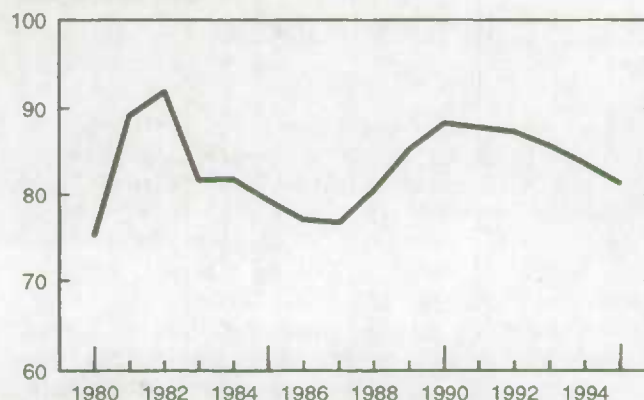
Raffermissement des bilans du secteur des sociétés

Le stock de capital des sociétés augmente moins vite qu'en 1994, parallèlement à un ralentissement de leur endettement. Par ailleurs, les sociétés deviennent des prêteurs nets en 1995, alors que leurs sources internes de financement dépassent leurs dépenses en capital. Une situation similaire avait été observée en 1985, qui était une période de restructuration financière pour les sociétés.

Pour les sociétés privées non financières, les emprunts sont dominés par les émissions obligataires, mais ces dernières se classent après les émissions d'actions pour ce qui est du montant total emprunté. Les émissions d'actions et des bénéfices importants se sont traduits par une autre diminution du ratio d'endettement de ces sociétés.

Dette des sociétés

dette en % de l'avoir



Note: Dette des sociétés privées non financières auprès des marchés du crédit

L'épargne des ménages pour la retraite neutralisée par le niveau du ratio d'endettement

La croissance des investissements dans les actifs financiers reste supérieure à celle des actifs non financiers, ce qui traduit le vieillissement de la population et la hausse de l'épargne pour la retraite qui y est associée. La plus grande partie de cette augmentation s'explique par l'achat de parts de fonds mutuels, l'accumulation des assurances-vie et des rentes et les placements dans d'autres REER, qui continuent de représenter une part croissante de l'épargne personnelle et de la valeur nette.

La dette des ménages n'augmente que de 4%, et la valeur nette, de 5%. La chute des emprunts rend compte du bas niveau de l'activité sur le marché de l'habitation et du ralentissement de la demande de biens durables de consommation. Néanmoins, le ratio de la dette de consommation et des hypothèques s'accroît pour atteindre le niveau record de 93% du revenu après impôt.

Dette des ménages

dette en % du revenu personnel disponible



Note: Dette hypothécaire et crédit à la consommation

La croissance des institutions financières se concentre dans les fonds de placements et de retraite

La proportion des actifs financiers de l'économie détenus par les institutions financières, le ratio d'intermédiation, augmente une nouvelle fois en 1995, parallèlement aux placements financiers des particuliers. La croissance des fonds mutuels, des caisses de retraite et des caisses séparées des compagnies d'assurance-vie (principalement des actifs de placement à plus long terme destinés aux retraites) est considérablement supérieure à la moyenne des institutions financières en 1995. Les valeurs mobilières

étrangères ont pris de plus en plus d'importance dans les placements de portefeuille des intermédiaires financiers depuis 1990.

Inertie des investissements des non-résidents au Canada

Les investissements canadiens à l'étranger augmentent à un rythme environ deux fois supérieur à celui des investissements des non-résidents au Canada, ces derniers s'accroissent de 5%, contre 12% un an plus tôt. Cependant, les investissements directs étrangers dans les compagnies associées sont en hausse, et les non-résidents achètent quand même un montant appréciable d'obligations, en particulier d'obligations fédérales. La part étrangère de la dette à long terme de l'administration fédérale s'accroît pour cette raison et passe à 29%.

Données stockées dans CANSIM: matrices 751 à 795.

Pour plus de renseignements, communiquez avec l'agent d'information au (613) 951-3640, Division des comptes nationaux et de l'environnement. Un document analytique, contenant des tableaux de 1992 à 1995 et de nombreux graphiques, est disponible (50\$). Les utilisateurs peuvent obtenir les données du bilan national sur disquettes de micro-ordinateur le jour de la parution (60\$).

Pour acheter ces produits ou pour obtenir d'autres renseignements, communiquez avec le responsable des services aux clients au (613) 951-3640, Division des comptes nationaux et de l'environnement.

Valeur nette nationale

	1980	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1993-1994	1994-1995
	en billions\$							variation en %	
Patrimoine national	1 215,6	2 400,7	2 457,6	2 527,5	2 615,5	2 741,4	2 830,4	4,8	3,2
- Dette extérieure nette	110,0	246,8	265,3	293,8	322,9	337,5	339,3	4,5	0,5
= Valeur nette nationale	1 105,6	2 153,9	2 192,3	2 233,7	2 292,7	2 404,0	2 491,1	4,9	3,6
	\$							variation en %	
Valeur nette nationale par habitant	44 700	77 100	77 400	77 700	78 800	81 700	83 600	3,7	2,3

Note: Bilan national.

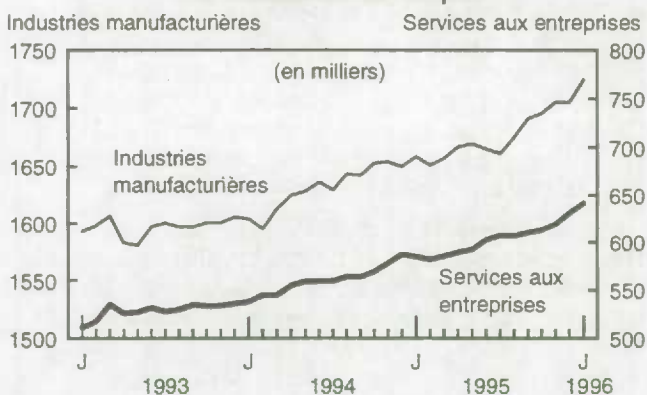
Emploi, gains et durée du travail

Janvier 1996 (données provisoires)

Après être resté relativement stable en octobre et novembre 1995, le nombre de personnes inscrites sur les listes de paye des entreprises a fortement augmenté en décembre 1995 et en janvier de cette année. Les hausses des deux derniers mois, qui totalisent 114 000, portent le nombre de salariés à 10 854 000.

Comparativement à janvier 1995, l'emploi s'est accru de 2,4%, soit de 249 000. Les entreprises manufacturières et les services aux entreprises ont principalement contribué à la croissance en 1995. Ces deux secteurs ont aussi participé aux gains d'emplois en janvier 1996. De plus, le secteur des services divers (tels les services de divertissements et de loisirs et les services personnels) a enregistré une hausse appréciable, augmentant de 21 000 en janvier.

Les industries manufacturières et les services aux entreprises ont le plus contribué à la croissance de l'emploi



Ces hausses se sont produites principalement en Ontario (+96 000), en Colombie-Britannique (+61 000) et, dans une moindre mesure, au Québec (+37 000). Les entreprises de ces provinces ont aussi augmenté leur personnel au cours du mois de janvier, particulièrement en Ontario où la moitié de la hausse a été rapportée.

La rémunération hebdomadaire moyenne des salariés a repris sa tendance à la hausse depuis novembre 1995, après avoir stagné tout au cours de l'année 1995. Au cours des trois derniers mois,

la rémunération hebdomadaire a affiché une hausse totalisant 6,53\$ pour atteindre 580,84\$ en janvier 1996.

La reprise dans le secteur manufacturier s'est confirmée en janvier

La forte augmentation de 20 000 salariés dans le secteur manufacturier en janvier 1996 confirme l'accélération de la tendance à la hausse amorcée en août 1995. La somme des gains depuis cette date totalise 64 000 salariés, ce qui constitue en moyenne 10 000 emplois par mois. En comparaison, pour la période comprise entre mai 1993, où l'emploi a atteint un creux, et juillet 1995, la croissance mensuelle moyenne a été de 3 000 salariés. Ces gains ont eu lieu alors que les inventaires dans le secteur manufacturier ont récemment cessé de croître, tandis que les commandes en carnet se sont accrues au cours des deux derniers mois.

Après avoir baissé de 38,8 à 38,1 heures au cours du printemps 1995, le nombre moyen d'heures travaillées par semaine par les employés rémunérés à l'heure a depuis remonté la pente et est revenu au même niveau qu'en janvier 1995.

La tendance à la hausse se poursuit dans le secteur des services aux entreprises

La tendance à la hausse dans les services aux entreprises, qui a débuté il y a quatre ans, s'est poursuivie de plus belle au cours des derniers mois. En décembre 1995 et en janvier 1996, les entreprises qui oeuvrent dans ce secteur ont ajouté au total 23 000 salariés sur leurs listes de paye. Depuis un an, c'est 57 000 salariés qui se sont ajoutés. La croissance a été concentrée dans les services informatiques et les services connexes ainsi que dans les bureaux d'architectes, d'ingénieurs et autres services scientifiques et techniques.

Après être resté presque au même niveau pendant plus d'un an, la rémunération hebdomadaire moyenne dans les services aux entreprises s'est accrue sensiblement au cours des derniers mois. En janvier 1996, la rémunération s'est fixée à 637,51\$. Il s'agit d'une hausse de 2,1% (+13,16\$) comparativement à octobre 1995 qui reflète les gains d'emplois dans les industries relativement mieux rémunérées.

La tendance à la baisse dans l'administration publique reprend

Après une pause dans la tendance à la baisse entre juillet et novembre 1995, le niveau de salariés dans l'administration publique a recommencé à descendre. Les mois de décembre et de janvier ont enregistré des baisses de 4 000 salariés. En moyenne, depuis janvier 1995, 2 000 emplois par mois ont été retranchés de l'administration publique. Cela s'est fait à un rythme deux fois plus rapide que lors de la baisse moyenne constatée au cours des deux années précédentes. Entre janvier 1995 et janvier 1996, les administrations publiques ont soustrait 28 000 salariés.

L'Ontario et le Québec ont été les plus touchés par les réductions budgétaires alors qu'ensemble, ils absorbaient plus des deux tiers du déclin total de l'emploi dans l'administration publique.

Après avoir grimpé jusqu'à un sommet de 755,69\$ en mai 1994, la rémunération hebdomadaire moyenne dans l'administration publique est depuis à la baisse. En janvier 1996, elle se situait à 6,64\$ de moins qu'en mai 1994.

Premier revers en huit mois dans le secteur de la finance et des assurances

Le nombre de salariés a diminué de 0,6% en janvier dans le secteur de la finance et des assurances.

Malgré la baisse mensuelle en janvier 1996, l'emploi se situe à 2,6% (+12 000) au-dessus du niveau de mai 1995. Après plusieurs années de baisses presque constantes, ce secteur de l'activité industrielle avait renoué avec une tendance à la hausse depuis le seuil d'emploi atteint en mai 1995.

Données stockées dans CANSIM: matrices 4285 à 4466, 9438 à 9452, 9639 à 9664 et 9899 à 9911.

Des données industrielles détaillées ainsi que d'autres indicateurs du marché du travail sont disponibles en tableaux ordinaires dans la publication mensuelle *Emploi, gains et durée du travail* (72-002-XPB, 31\$/310\$), dans la publication historique *Estimations annuelles de l'emploi, des gains et de la durée du travail 1983-1994*, (version papier: 72F0002XPB, 75\$; disquette: 72F0002XDB, 100\$; version papier et disquette: 10-3000XZB, 150\$) et en tableaux faits sur demande. Voir «Pour commander les publications».

Pour plus de renseignements, communiquez avec Stephen Johnson au (613) 951-4090. Télécopieur: (613) 951-4087. Internet: labour@statcan.ca. □

Nombre de salariés

Groupe industriel (CTI de 1980)	Nov. 1995	Déc. 1995 ^r	Janv. 1996 ^p	Nov. à déc. 1995	Déc. 1995 à janv. 1996
	données désaisonnalisées				
	en milliers			variation en %	
Ensemble des industries	10 739	10 791	10 854	0,5	0,6
Exploitation forestière et services forestiers	68	67	69	-1,5	3,0
Mines, carrières et puits de pétrole	126	124	127	-1,6	2,4
Industries manufacturières	1 706	1 705	1 725	-0,1	1,2
Construction	441	447	456	1,4	2,0
Transports, communications et autres services publics	857	859	869	0,2	1,2
Commerce de gros	657	662	657	0,8	-0,8
Commerce de détail	1 387	1 402	1 398	1,1	-0,3
Finance, assurances et affaires immobilières	644	651	662	1,1	1,7
Services aux entreprises	619	631	642	1,9	1,7
Services d'enseignement et services connexes	934	937	934	0,3	-0,3
Services de santé et services sociaux	1 187	1 184	1 200	-0,3	1,4
Hébergement et restauration	778	777	774	-0,1	-0,4
Administration publique	683	679	675	-0,6	-0,6
Provinces et territoires					
Terre-Neuve	147	147	148	0,0	0,7
Île-du-Prince-Édouard	46	45	46	-2,2	2,2
Nouvelle-Écosse	297	299	307	0,7	2,7
Nouveau-Brunswick	246	245	246	-0,4	0,4
Québec	2 592	2 591	2 600	-0,0	0,3
Ontario	4 209	4 230	4 262	0,5	0,8
Manitoba	408	410	410	0,5	0,0
Saskatchewan	314	314	314	0,0	0,0
Alberta	1 044	1 050	1 062	0,6	1,1
Colombie-Britannique	1 404	1 410	1 420	0,4	0,7
Yukon	12	12	12	0,0	0,0
Territoires du Nord-Ouest	24	24	24	0,0	0,0

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des salariés

Groupe industriel (CTI de 1980)	Janv. 1995	Déc. 1995 ^r	Janv. 1996 ^p	Déc. 1995 à janv. 1996	Janv. 1995 à janv. 1996
	données désaisonnalisées				
	\$			variation en %	
Ensemble des industries	570,86	577,48	580,84	0,6	1,7
Exploitation forestière et services forestiers	735,65	737,43	723,75	-1,9	-1,6
Mines, carrières et puits de pétrole	981,26	1 007,12	1 002,01	-0,5	2,1
Industries manufacturières	692,92	705,97	705,77	0,0	1,9
Construction	665,32	687,08	655,21	-4,6	-1,5
Transports, communications et autres services publics	724,31	727,30	727,48	0,0	0,4
Commerce de gros	621,34	632,45	636,83	0,7	2,5
Commerce de détail	341,20	339,21	349,67	3,1	2,5
Finance, assurances et affaires immobilières	639,34	667,51	667,85	0,1	4,5
Services aux entreprises	618,28	638,90	637,51	-0,2	3,1
Services d'enseignement et services connexes	668,51	672,22	674,58	0,4	0,9
Services de santé et services sociaux	507,44	503,70	516,78	2,6	1,8
Hébergement et restauration	229,90	229,01	240,84	5,2	4,8
Administration publique	751,57	749,23	749,05	0,0	-0,3
Provinces et territoires					
Terre-Neuve	542,23	528,43	531,40	0,6	-2,0
Île-du-Prince-Édouard	447,51	467,92	466,93	-0,2	4,3
Nouvelle-Écosse	495,50	490,18	489,40	-0,2	-1,2
Nouveau-Brunswick	518,95	516,97	520,73	0,7	0,3
Québec	542,97	546,66	548,69	0,4	1,1
Ontario	609,89	618,79	620,60	0,3	1,8
Manitoba	493,37	510,99	512,47	0,3	3,9
Saskatchewan	492,25	493,88	495,00	0,2	0,6
Alberta	553,10	551,61	565,92	2,6	2,3
Colombie-Britannique	582,15	596,72	602,88	1,0	3,6
Yukon	691,01	681,93	689,72	1,1	-0,2
Territoires du Nord-Ouest	701,43	708,18	732,16	3,4	4,4

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indicateurs des services

Quatrième trimestre de 1995

Dans le secteur des services, l'emploi, la production, les dépenses de consommation, les importations et les exportations augmentent tous, tandis que les prix ne bougent presque pas.

La croissance de l'emploi dans les services est attribuable principalement à la création d'emplois dans les secteurs des télécommunications, de la finance, des assurances et des affaires immobilières ainsi que dans les services aux entreprises, particulièrement dans le secteur de l'informatique et des services connexes. La croissance du travail autonome et à temps partiel est exceptionnellement forte, alors que celle de l'emploi à temps plein fléchit.

La hausse des dépenses pour les services financiers, juridiques et autres ainsi que pour les loisirs fait plus qu'effacer les baisses notées dans les dépenses au titre des transports.

Le déficit commercial du secteur des services se résorbe, à la suite d'augmentations appréciables des recettes au titre des services aux entreprises, des voyages et des transports.

Les groupes des communications, ainsi que de la finance et des assurances connaissent une augmentation de rentabilité ce trimestre, les recettes d'exploitation augmentant plus rapidement que les dépenses d'exploitation dans le premier cas, et les dépenses d'exploitation chutant plus que les recettes d'exploitation dans le deuxième cas. En revanche, la rentabilité des services aux entreprises diminue, les recettes d'exploitation à la hausse étant neutralisées par des dépenses d'exploitation en croissance.

L'article de fond figurant dans le plus récent numéro de la publication *Indicateurs des services* s'intitule «Ressources humaines affectées aux sciences et à la technologie dans le secteur des services». On estime que les ressources humaines affectées aux sciences et à la technologie revêtent de l'importance sur le plan de la croissance économique du Canada en raison du rôle clé qu'elles jouent dans le développement et l'utilisation des nouvelles technologies. Pour mieux comprendre les liens de ce groupe avec l'industrie, l'auteure en examine la structure démographique, le profil sur les plans de l'emploi et de la scolarité ainsi que les conditions de travail.

L'analyse se fonde sur des données tirées du Recensement de la population de 1991. Selon ces données, nous sommes en présence de professionnels et de gestionnaires d'âge moyen (de 25 à 44 ans), bien

instruits, bien rémunérés et travaillant à temps plein, toute l'année. La majorité d'entre eux sont des hommes et possèdent une spécialité liée à leur profession dans le domaine scientifique. Cependant, il n'y a pas de correspondance parfaite entre la formation scientifique et la profession. Certains possèdent une formation donnée, mais travaillent dans un autre secteur, tandis que d'autres exercent une profession dans le domaine scientifique sans pour autant posséder le profil de formation type. La répartition des travailleurs entre les professions semble évoluer. Les membres de la jeune génération délaissent le génie et les sciences naturelles et appliquées au profit des mathématiques et de l'informatique. Le profil des femmes diffère de celui des hommes dans la mesure où elles sont relativement plus nombreuses en mathématiques et en informatique. Les femmes qui font partie du groupe des 45 ans et plus affichent une plus vaste gamme de spécialités que les hommes.

La publication trimestrielle *Indicateurs des services* (63-016-XPB, 34\$/112\$) trace le profil du secteur des communications, du secteur de la finance, des assurances et des affaires immobilières et du secteur des services aux entreprises. Elle présente des statistiques concernant les principaux indicateurs économiques, la finance, l'emploi, la rémunération et la production. Le numéro du quatrième trimestre de 1995 est maintenant en vente. Voir «Pour commander les publications».

Pour plus de renseignements, communiquez avec Deborah Sussman au (613) 951-2582, Division des services, des sciences et de la technologie. ■

Production et disposition des produits du tabac

Février 1996

En février 1996, les fabricants ont produit 4,25 milliards de cigarettes, ce qui constitue 2,1% de moins qu'en février de l'année précédente. Les livraisons, qui ont totalisé 3,95 milliards de cigarettes, ont aussi diminué par rapport au niveau atteint en février 1995. Les ventes intérieures n'ont augmenté que de 0,8%, se situant à 3,65 milliards de cigarettes. Les ventes globales d'une année à l'autre ont accusé un recul de 8,3%, attribuable à une chute de 60,9% des exportations, qui ont été de 0,26 milliards de cigarettes.

D'autre part, la production et les livraisons ont augmenté de 12,9% et de 10,3%, respectivement, par rapport au mois passé. Les stocks à la fin de février

étaient également à la hausse (+6,8%), la production ayant augmenté davantage que les livraisons. Bien que cette augmentation ait porté le niveau des stocks à 4,87 milliards de cigarettes, celui-ci demeurait bien inférieur à ce qu'il était au mois de février 1995 (-10,8%).

Les données sur les livraisons intérieures représentent l'ensemble des livraisons déclarées par les fabricants canadiens. Elles ne reflètent pas les ventes au détail ni la consommation finale.

Données stockées dans CANSIM: matrice 46.

Le numéro de février 1996 de *Production et disposition des produits du tabac* (32-022-XPB, 6\$/60\$) paraîtra bientôt. Voir «Pour commander les publications».

Pour plus de renseignements, communiquez avec Peter Zylstra au (613) 951-3511, Division de l'industrie. ■

Chargements ferroviaires

Période de sept jours se terminant le 7 mars 1996

Les quantités de marchandises transportées en wagons complets (à l'exclusion du trafic intermodal), pendant la période de sept jours se terminant le 7 mars 1996, ont augmenté de 3,0%, pour atteindre 4,6 millions de tonnes métriques. Le nombre de wagons chargés a augmenté de 1,7% par rapport à la même période de l'année dernière.

Les 270 000 tonnes métriques dont le transport a été assuré par mode intermodal (rail-route) représentent une diminution de 2,3% par rapport

à la même période l'année dernière. Le total cumulatif de l'année révèle une diminution de 7,4%.

L'ensemble du trafic, qui comprend le trafic en charge complète et le trafic intermodal, a augmenté de 2,7% pendant la semaine de référence. Le total cumulatif de l'année est passé à 43,8 millions de tonnes métriques, une diminution de 3,2% par rapport à l'année précédente.

Toutes les données cumulatives ont été révisées.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Yasmin Sheikh au (613) 951-2518, Sous-section des transports terrestres, Division des transports. Télécopieur: (613) 951-0579. ■

Scieries et ateliers de rabotage

Janvier 1996

La production de bois d'oeuvre et de traverses a atteint 4 885 800 mètres cubes en janvier 1996, ce qui constitue une diminution de 3,4% par rapport à 5 059 600 mètres cubes en janvier 1995 (après révisions).

Données stockées dans CANSIM: matrices 53 et 122.

Le numéro de janvier 1996 de *Scieries et ateliers de rabotage* (35-003-XPB, 11\$/110\$) paraîtra bientôt. Voir «Pour commander les publications».

Pour plus de renseignements, communiquez avec Bruno Pépin au (613) 951-3516, Division de l'industrie. ■



NOUVELLES PARUTIONS

Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre, février 1996

Numéro au catalogue: 44-004-XPB

(Canada: 6\$/60\$; États-Unis: 8\$US/72\$US; autres pays: 9\$US/84\$US).

Indicateurs des services, quatrième trimestre de 1995

Numéro au catalogue: 63-016-XPB

(Canada: 34\$/112\$; États-Unis: 41\$US/135\$US; autres pays: 48\$US/157\$US).

Exportations par pays, janvier-décembre 1995, version microfiche

Numéro au catalogue: 65-003-XMB

(Canada: 60\$/200\$; États-Unis: 72\$US/240\$US; autres pays: 84\$US/280\$US).

Exportations par pays, janvier-décembre 1995, version papier

Numéro au catalogue: 65-003-XPB

(Canada: 120\$/400\$; États-Unis: 145\$US/480\$US; autres pays: 168\$US/560\$US).

Exportations par marchandise, décembre 1995, version microfiche

Numéro au catalogue: 65-004-XMB

(Canada: 35\$/350\$; États-Unis: 42\$US/420\$US; autres pays: 49\$US/490\$US).

Exportations par marchandise, décembre 1995, version papier

Numéro au catalogue: 65-004-XPB

(Canada: 75\$/750\$; États-Unis: 90\$US/900\$US; autres pays: 105\$US/1 050\$US).

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'American National Standard for Information Sciences - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984.



Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1996. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada, 1994* (11-204F, Canada 15\$; États-Unis: 18\$US; autres pays: 21\$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

Commandez *Le Quotidien* et autres publications par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez: **1 (800) 267-6677**

Pour les autres pays, composez: **1 (613) 951-7277**

Ou envoyer votre commande par télécopieur: **1 (613) 951-1584**

Pour un changement d'adresse: veuillez indiquer votre numéro de compte.

Pour commander par la poste, écrivez à: Ventes et services, Division de la commercialisation, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada/Publications. Au Canada, ajoutez 7% de TPS.

Les centres régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de votre annuaire téléphonique sous la rubrique « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.